

BRÈVES SECTORIELLES

Espagne & Portugal

Une publication du SER de Madrid et du SE de Lisbonne
Juin 2024

Le chiffre

En avril 2024, le prix du marché de gros de l'électricité en Espagne a atteint son niveau le plus bas à 13,6€/MWh.

La forte production d'énergies renouvelables en avril, représentant 67 % du mix électrique (dominé par l'éolien à hauteur de 23 % et l'hydraulique à 20 %, et le photovoltaïque avec 20 %) a permis une chute des prix à un niveau jamais vu auparavant.

Energie

L'énergéticien espagnol CEPSA lance le plus grand projet d'hydrogène vert d'Europe avec Thyssenkrupp et Siemens Energy. CEPSA a pour ambition de construire une centrale de production d'hydrogène vert près de Huelva (Andalousie) en partenariat avec Fertiberia (le leader espagnol de la fabrication d'engrais). Thyssenkrupp et Siemens Energy fourniront les électrolyseurs d'une capacité totale de 400 MW. L'usine de Palos de la Frontera sera une première étape dans la constitution de la « Vallée andalouse de l'hydrogène vert », portée par CEPSA et dont l'objectif est d'installer jusqu'à 2 GW d'électrolyseurs d'ici 2030. Dans cet objectif, CEPSA continue d'étendre son réseau d'alliances et envisage également des partenariats avec Enagás Renovables, Alter Enersun, EDP, Yara Clean Ammonia et le géant du transport maritime Maersk. Les investissements prévus s'élèveraient à près de 5 Md€.

Record de production hydroélectrique en Espagne. Selon les données de l'Opérateur du Marché Ibérique de l'Énergie (OMIE) entre mars et avril 2024, la production d'énergie hydraulique s'est établie à 8 029 GWh, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis 8 ans. Durant cette période, la production électrique globale était de 8 317 GWh. Cette augmentation de la production est

attribuée aux nombreux orages survenus depuis octobre, entraînant un remplissage accru des barrages pendant l'hiver.

La ville de Barcelone s'engage dans un plan ambitieux visant à augmenter sensiblement sa capacité photovoltaïque installée. L'objectif est de tripler la puissance photovoltaïque municipale d'ici 2027, et de passer de 117 installations en 2023, qui généraient l'équivalent de la consommation annuelle de 3 178 ménages (5 848 kWc), à 384 installations et une puissance de 19 244 kWc, soit la consommation annuelle de 10 450 ménages (ce qui permettrait d'économiser 8 660 tonnes de CO₂). À plus long terme, en 2030, l'objectif est d'atteindre 27 244 kWc, soit 5 fois plus qu'en 2023. La mesure se concentre sur les installations de la ville (écoles municipales, bureaux municipaux, des centres sociaux ou culturels, bibliothèques, pergolas dans les espaces publics, tribunes sur les terrains de football municipaux, logements publics, etc.). Au total, jusqu'en 2027, 207 nouvelles installations seront mises en service, dont 38 sont déjà en phase d'appel d'offres ou de construction et 169 en phase de projet, pour un investissement total de 32,1 M€.

Par ailleurs, les particuliers et les entreprises bénéficieront de deux programmes de soutien : « MES Barcelona », qui co-financera l'installation de panneaux solaires et la rénovation énergétique (à hauteur de 30 % des coûts) et « Memento Solar » qui conseillera les syndicats de copropriétaires dans cet objectif.

Aides aux entreprises électro-intensives. Le ministère espagnol de l'Industrie a annoncé, pour la 4^{ème} année consécutive, le lancement d'un appel d'offres visant à soutenir ces entreprises. Il prévoit 32 M€ d'aides publiques, et il s'est clôturé le 4 juin. Les aides permettront notamment d'accompagner la construction d'installation de panneaux photovoltaïques et de dispositifs de cogénération efficaces. En octobre 2023, ce ministère avait attribué une enveloppe équivalente (31 M€) à 488 entreprises. Le secteur de la fabrication de papier et de carton avait bénéficié de la plus grande part des aides (11,5 %), suivi de près par le secteur du fer et de l'acier (11 %). La liste des entreprises associées à ce deuxième appel d'offres n'est pas encore connue.

Le secrétariat d'Etat à l'Energie du ministère espagnol de la Transition écologique se réorganise. Une nouvelle direction générale chargée de la planification et de la coordination énergétique est en cours de constitution. Elle se compose de 3 sous-directions : la sous-direction en charge de la prospective et des statistiques, la sous-direction en charge des énergies nucléaires (centrée sur la programmation et le suivi de la fermeture progressive des centrales sur la période 2027-2035) et la sous-direction de l'efficacité et de l'accès à l'énergie (qui s'intéressera entre autres au déploiement des bornes de recharge électrique sur le territoire national). A ce jour, le directeur général n'a pas encore été nommé. Quant à la direction générale de la politique énergétique et des mines (qui était jusqu'à présent à seule à constituer le secrétariat d'Etat à l'Energie), celle-ci se voit adjoindre une nouvelle sous-direction dédiée au stockage de l'énergie et à la flexibilité. Son sous-directeur devrait être nommé prochainement.

Portugal : une électricité parmi les moins chères d'Europe. Au premier trimestre 2023, le prix de gros moyen de l'électricité était de 98 € par MWh, 18 % inférieur à la moyenne européenne, mais supérieur à celui enregistré sur les marchés nordiques (comme la Suède, la Norvège et la Finlande). Au premier trimestre 2024, le prix de gros sur le marché portugais était légèrement inférieur à celui enregistré en Espagne, à 44,76 € par MWh. En avril, le Portugal a accumulé plusieurs heures de prix négatifs en raison de l'abondance en énergies renouvelables, obligeant les producteurs à payer pour continuer à injecter de l'énergie dans le réseau.

Les dernières actualités sur les projets et enchères hydrogène au Portugal. Projets. Le projet H2Sines.Rdam, qui prévoyait l'installation de 400 MW de puissance d'électrolyse à Sines pour y produire de l'hydrogène qui serait ensuite transporté par bateau sous forme liquéfiée vers Rotterdam, dans le but d'approvisionner l'Europe centrale, ne verra finalement pas le jour. Le consortium auquel prenait part Engie l'a annoncé début avril, expliquant cette décision par « l'absence de réglementation claire, [...] la maturité actuelle du marché cible, [et le] manque d'infrastructures adéquates ».

Engie rejoint un autre consortium (Hytlantic) avec EDP, Galp, Martifier et Vestas dans le but d'ouvrir une unité de production d'hydrogène vert, qui pourrait être installée sur le terrain de l'ancienne centrale à charbon d'EDP à Sines. Ce projet GreenH2Atlantic est estimé à 300 M€. Le consortium devrait prendre une décision d'investissement d'ici fin 2024. L'étude d'impact environnemental a déjà été soumise à l'Agence portugaise de l'Environnement (APA) et le lancement d'une consultation publique est prévue pour les prochaines semaines.

Enchères. Dans le cadre de la première mise aux enchères organisée par la Banque européenne de l'hydrogène, deux projets sur les sept sélectionnés (parmi 132 dossiers) seront développés au Portugal. Le premier, par Galp, vise à convertir la consommation d'hydrogène gris de sa raffinerie de Sines en hydrogène vert et recevra un soutien communautaire de 84,2 M€. Le second, par Madoquapower2X et appelé MP2X, recevra 245 M€, soit le plus gros soutien de cette première enchère. Fin mai, la ministre de l'Environnement et de l'Énergie, Maria da Graça Carvalho, a également annoncé le lancement des enchères pour l'achat centralisé d'hydrogène et de biométhane au Portugal, pour une valeur de 140M€.

Stratégie énergétique du nouveau gouvernement portugais : plus local et de plus faibles capacités. La stratégie énergétique du nouveau gouvernement portugais prend un virage à 180 degrés par rapport à l'ancien gouvernement. Alors que la production d'hydrogène au Portugal devait être dirigée majoritairement vers l'exportation, la ministre de l'Environnement et de l'Énergie, Maria da Graça Carvalho, a indiqué que celle-ci serait orientée vers le marché interne du fait de la difficulté actuelle de transporter de l'hydrogène. De plus, la priorité serait également accordée aux petits et moyens projets en énergie renouvelable et les ambitions en termes d'éoliens offshore seraient revues à la baisse afin de réduire les coûts pour les consommateurs. La capacité installée passerait ainsi de 10 GW en 2030 à 2 GW.

Environnement

Rapport annuel sur le climat espagnol pour 2023. L'Agence météorologique nationale (AEMET), relevant du ministère de la Transition Écologique et du Défi Démographique (MITECO), a publié fin mai la 5ème édition de son rapport annuel sur le climat. Il révèle que 2023 a été la 2ème année la plus chaude depuis 1961, surpassée uniquement par 2022. Les précipitations ont atteint 84

% de la moyenne de la période (2013-2023). En 2023, la température moyenne en Espagne s'est élevée à 15,2 °C, soit 1,2 °C de plus que la moyenne enregistrée sur la période 1991 - 2020.

Quant aux réservoirs d'eau nationaux, ils ont atteint fin mai 66,3 % de leur capacité. A cette même période, il y a un an, lorsque la sécheresse sévissait en Espagne, la réserve hydrique du pays atteignait 47,5% de sa capacité. L'état actuel du stock d'eau est satisfaisant comme légèrement au-dessus de la

moyenne décennale de 64,5%. Il existe toutefois des disparités entre Communautés Autonomes, en début d'année 2024, certaines régions subissaient encore les conséquences de la sécheresse de 2023 (comme la Communauté Valencienne, l'Andalousie et la Catalogne).

Opinion publique et transition écologique en Espagne. Selon le 2nd rapport national sur la perception de la transition écologique en Espagne - une enquête menée par l'ONG « Observatoire de la Transition Juste » auprès de plus de 3 000 personnes - 68 % de la population espagnole considère que la lutte contre le changement climatique doit être une priorité. L'étude met également en lumière le fait que la population est favorable au soutien de politiques favorisant les secteurs moins polluants par le biais de subventions plutôt que par des mesures punitives telles que des restrictions ou des interdictions. Ainsi, les mesures relatives aux taxes environnementales et à la création de zones à faibles émissions rencontrent le plus de résistance (35 % et 22 % des sondés seraient respectivement en désaccord). En revanche, les mesures de sensibilisation et de conscientisation figurent parmi les plus soutenues.

L'évolution de la population des lynx ibériques montre des signes encourageants. En 2023, les travaux de recensement menés en Espagne et au Portugal sur le lynx ibérique (*Lynx pardinus*) ont révélé une population de plus de 2 000 individus (contre 100 individus en 2002), un record depuis le début du suivi. Ce total comprend 1 730 lynx en Espagne (85,6%) et 291 au Portugal. Les principales populations espagnoles se trouvent en Andalousie, Castilla-La Mancha, Estrémadure et Murcie. Depuis 2015, la population de lynx ibériques est en augmentation constante, réduisant ainsi considérablement le risque d'extinction de cette espèce.

Les zones protégées couvrent aujourd'hui 20,9 % des eaux territoriales du pays, mais seulement 0,1 % sont strictement protégées (réserves intégrales). L'Espagne compte aujourd'hui 22 millions d'hectares d'aires marines protégées (2,5 fois la taille du Portugal) et se rapproche de l'objectif de 30% fixé par la Commission européenne. En revanche, seuls 20 agents relevant du ministère de la Transition écologique (MITECO) sont affectés depuis 2021 au contrôle de ces zones. Ces derniers demandent plus de moyens, comme l'utilisation de nouvelles technologies (telles que des navires autonomes ou des drones). Le MITECO vient de lancer une campagne de recrutement et prévoit l'acquisition de nouveaux moyens nautiques. Il promeut également un travail plus en collaboration avec les agents des autres autorités compétentes (du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et des Communautés autonomes). A ce titre, il convient de préciser que la majeure partie des espaces sont couverts par la réglementation Natura 2000, qui autorise les activités de pêche et touristiques. L'ONG « Ecologistas en Accion » estime qu'un budget plus important devrait être affecté à ces espaces pour améliorer leur surveillance et gouvernance. A ces objectifs viennent s'ajouter deux autres enjeux : celui du développement des énergies marines et celui associé à l'exploitation des ressources halieutiques (1^{er} producteur en Europe).

Industrie

L'industrie espagnole de la défense : un secteur dynamique. Il se compose de 394 entreprises et son chiffre d'affaires s'est établi en 2023 à hauteur de 6,6 Md€. Toutefois, le secteur est dominé par 5 groupes qui se partagent 80%

des parts de marché : Airbus (53,1%), Navantia (14,2%), Indra (5,8%), GDELS-Santa Bárbara (4%) et Expal (2,8 %). Indra affiche notamment de très bons résultats avec une augmentation de 40 % au premier trimestre 2024 de ses bénéfices nets. L'Espagne se positionne ainsi à la 8^{ème} place des ventes internationales de matériel militaire avec 2,6 %, bien que loin derrière les USA (40 %), la Russie (16 %) et la France (11 %). Le secteur emploie directement 36 000 personnes et exporte 80 % de son matériel. A noter par ailleurs que Navantia n'a finalement pas été retenue par le gouvernement turc pour la construction d'un nouveau porte-avion (au profit d'une entreprise nationale).

64,5 M€ du PERTE-Chips ont été attribués à deux entreprises espagnoles.

Issu du Plan de relance, le programme stratégique de collaboration publique-privée dédié au secteur des micro-processeurs (PERTE-Chips) cumule 1,5 Md€ en subventions directes et 10,7 Md€ en prêts. Il s'agit du plus important programme de ce type, devant le PERTE « énergies renouvelables et hydrogène » (10,8 Md€ d'aides publiques). Mi-mai, le ministère de l'Industrie a provisoirement accordé des subventions d'un montant total de 65,4 M€ à deux projets d'entreprises espagnoles participant au mécanisme européen « Projet Important d'Intérêt Européen Commun (IPCEI) pour la microélectronique et les technologies de la communication » (approuvé par la Commission européenne le 8 juin dernier). Ces projets seront portés par les entreprises *Semi Dynamics* (38,6 M€) et *KDPOF* (26,8 M€), qui canaliseront un investissement total de 124 M€. A noter que l'IPCEI implique 14 États européens qui, ensemble, fourniront jusqu'à 8,1 Md€ de financement public pour le développement de 68 projets menés par 56 entreprises.

- *Semidynamics*, spécialisée dans la conception de microprocesseurs RISC-V à faible consommation d'énergie et à haute performance pour l'intelligence artificielle (IA) et basée à Barcelone, fabriquera un système sur puce (SOC) en silicium pour l'IA.
- *KDPOF*, une entreprise de développement de circuits intégrés basée à Tres Cantos (Madrid), se concentrera sur le développement d'émetteurs-récepteurs optiques de différentes vitesses spécifiquement destinés aux communications automobiles, ainsi que sur la mise en œuvre d'une installation d'assemblage et de test de circuits intégrés.

Le premier appel d'offre de la Banque européenne de l'hydrogène a retenu 3 projets espagnols pour un total de 263 M€. Cette nouvelle institution a été lancée en novembre 2023 et utilise les recettes du marché des quotas carbone par l'intermédiaire du Fond pour l'innovation. Le premier appel d'offres lancé a concerné exclusivement l'hydrogène vert (issu à partir d'énergies renouvelables). 132 projets qui ont présenté une candidature. 7 ont été retenus parmi lesquels 5 sont situés dans la péninsule ibérique. On retrouve le projet Catalina qui est issu d'un consortium réunissant l'énergéticien Enagás, le leader des fertilisants Fertiberia et le fonds d'investissement danois CIP. Ce projet a obtenu 230 M€ sur l'enveloppe espagnole de 263 M€. Il a pour objectif de produire d'ici 2030 près de 10 Mt d'hydrogène vert. Un deuxième appel à projet aura lieu d'ici fin 2024.

19 projets pour la décarbonation de l'industrie espagnole et 96 M€ issus du Plan de relance. Ce montant s'inscrit dans le cadre du programme stratégique de collaboration public privé (PERTE) dédié à la décarbonisation de l'économie dont l'enveloppe globale s'établit à 3,17 Md€ d'aides publiques. Les 19 projets retenus ont pour ambition de mobiliser 307 M€ d'investissements. Parmi les entreprises concernées par cette 1^{ère} ligne de subvention, il convient de citer Biotermica Villanueva (pour la construction d'une centrale

biomasse), Cemex (pour un projet d'efficacité énergétique dans sa cimenterie d'Alcanar), Gestamp (pour une nouvelle ligne de cataphorèse et un projet d'intelligence artificielle pour réduire la consommation d'énergie), Solvay Quimica (pour la mise en œuvre d'un convertisseur de fréquence dans l'alimentation de ses compresseurs), Ferroglobe (pour le remplacement du charbon par du charbon à base de bois) ou encore Resonac (pour de nouveaux brûleurs conçus pour utiliser l'hydrogène comme combustible). Un deuxième appel à projets devrait être lancé au second semestre 2024.

Le gouvernement espagnol approuve le plan de recherche scientifique, technique et l'innovation (PEICTI) 2024-2027, qui prévoit un investissement de 18,4 Md€ (soit une augmentation de 32 % par rapport à 2021-2023 et 73 % par rapport à 2017-2020). Piloté par le ministère des sciences, de l'innovation et des universités, ce plan a un caractère transversal impliquant l'ensemble des ministères. Il est basé sur quatre volets : les sciences ouvertes, l'égalité des sexes, la simplification administrative et l'éco-responsabilité. L'enveloppe se répartit notamment de la façon suivante : 1,2 Md€ pour l'agence spatiale espagnole, 560 M€ pour les projets de collaboration publique-privée, 416 M€ pour la formation doctorale et 195 M€ pour le développement de l'économie circulaire dans le secteur du textile.

En 2023, était entrée en application la loi « Starts Up » qui devait simplifier les charges administratives et dynamiser le secteur. Ce plan pour la recherche vient compléter cette loi et décliner une partie de ses dispositions.

Le groupe automobile chinois Chery International rachète l'ancienne usine Nissan de Barcelone. Après des mois de négociations, l'entreprise espagnole de véhicules électriques EV-Motors, société mère d'Ebro, a conclu en avril dernier un accord avec Chery Automobile. Celui-ci vise la réindustrialisation de l'usine que la firme japonaise Nissan a abandonnée à la fin de l'année 2021. Le projet industriel qui sera développé par Chery dans la zone franche barcelonaise débutera au 3^{ème} trimestre avec 150 des 600 ex-employés de Nissan. A terme, le nombre d'employés associé à ce projet pourrait atteindre le millier. Dans un premier temps, Chery assemblera des unités du modèle Omoda 5 (les pièces détachées seront acheminées de Chine) et, plus tard, au cours du 4^{ème} trimestre 2024, le groupe commencera à fabriquer des véhicules de la marque Ebro, résultat de l'octroi de licences pour d'anciens modèles Nissan, tels qu'un pick-up électrique. Au total Chery investira 400 M€ et prévoit de produire jusqu'à 150 000 voitures par an d'ici 2029. Pour l'entreprise chinoise, l'Espagne est un point de départ dans son objectif de déploiement sur le territoire européen (des projets d'implantation seraient également envisagés dans un second temps en Pologne et en Italie).

Parallèlement, le groupe Stellantis et le fabricant chinois Leapmotor ont formé une joint venture pour commercialiser à partir de septembre les voitures électriques de l'entreprise asiatique dans neuf pays européens, dont l'Espagne et la France.

Goldbreak propose une alternative aux batteries lithium au Portugal. L'entreprise portugaise Goldbreak, spécialisée dans le stockage et la production d'énergie, va lancer la distribution au Portugal de batteries à flux de fer longue durée, à base d'eau, de fer et de sel. Alternatives aux batteries lithium, elles seront destinées à l'unité industrielle Falual Metalomecânica (Trofa) dans laquelle sera simultanément installée une usine de production photovoltaïque par Goldbreak. D'une capacité d'environ 500 kilowatts, les batteries serviront à stocker le surplus produit par la centrale photovoltaïque, afin que l'énergie puisse ensuite être consommée par l'entreprise ou être injectée dans le réseau électrique.

La production automobile progresse de 6,4% sur les quatre premiers mois de l'année au Portugal. Selon les données de l'Association automobile du Portugal (ACAP), 126 306 véhicules ont été produits au Portugal entre janvier et avril 2024, soit une hausse de 6,4% par rapport à janvier-avril 2023. Sur ce total, 98,2% des véhicules étaient destinés au marché étranger qui « contribue de manière significative à la balance commerciale portugaise » selon l'ACAP. Le principal marché d'exportation de véhicules fabriqués sur le territoire national reste l'Europe (81,8 %), avec l'Allemagne en tête (24,8%), suivi de l'Italie (12,9%), l'Espagne (9,3%) et la France (9,0%). La demande du marché interne a, quant à elle, enregistré une baisse de 15,8% sur un an entre janvier et avril 2024.

Transport

Les grandes compagnies d'autobus espagnoles s'intéressent aux services ferroviaires de banlieue. Outre Alsa et Avanza, d'autres sociétés de transports par bus (Eurolines, Monbus, Socibus, Damas et Hife) souhaitent se positionner sur les offres d'ouverture à la concurrence des trains de banlieue, dont les appels d'offres devraient être attribués au 1^{er} janvier 2028.

Le ministre espagnol des Transports, Óscar Puente, a présenté mi-mai à La Corogne l'état d'avancement du plan directeur du corridor atlantique en Galice, pour lequel plus de 4,5 Md€ seront investis jusqu'en 2030. Dans ce cadre, un groupe de travail sera créé avec le patronat galicien et la communauté autonome dans le but d'évaluer et de rationaliser les différentes actions. Ce groupe sera présidé par le commissaire en charge du corridor atlantique, José Antonio Sebastián Ruiz. Les investissements projetés concerneront tant le réseau global du RTE-T que son réseau central (pour lequel le ministre souhaite ramener l'horizon des travaux prévu par le règlement européen de 2050 à 2030). Ils comprendront la liaison Vigo-Monforte-Covas (dont l'implémentation du système de signalisation européen ERTMS), la liaison transfrontalière Gillarei-Tui et la liaison ferroviaire La Corogne-Ferrol et Lugo-Monforte. Il a par ailleurs annoncé que les travaux de la nouvelle gare de Lugo seront achevés en 2025, ce qui contribuera à répondre à l'augmentation du trafic de trains et de passagers résultant de la rénovation de la ligne Lugo-Ourense, qui relie la ville au corridor à grande vitesse.

Le nouvel aéroport de Lisbonne sera à Alcochete. Le gouvernement de Luis Montenegro a approuvé en Conseil des ministres le 15 mai dernier trois résolutions dont celle concernant le nouvel aéroport de Lisbonne : 1) l'emplacement du nouvel aéroport, 2) l'agrandissement et l'amélioration de l'aéroport actuel de Lisbonne et 3) le nouveau pont sur le Tage permettant une connexion du nouvel aéroport vers Lisbonne et la ligne à grande vitesse reliant Lisbonne et Madrid. Le champ de tir d'Alcochete sera ainsi le prochain aéroport de Lisbonne pour lequel les travaux ne démarreraient au mieux que dans cinq ans. L'aéroport ne serait ainsi opérationnel que d'ici une dizaine d'années. Pour répondre aux préoccupations du secteur et dans l'attente du nouvel aéroport, le gouvernement propose une expansion de l'actuel aéroport de Lisbonne. En plus des travaux visant à améliorer les opérations et à réduire les retards, devant commencer d'ici fin 2024, l'objectif est également d'augmenter la capacité pour atteindre 45 mouvements par heure (contre les 38 mouvements actuels). Cette expansion ne nécessitera pas de déclaration d'impact environnemental selon le gouvernement.

Etats des lieux de la LGV entre Lisbonne et Vigo. La date limite de dépôt des candidatures pour la construction et l'entretien du premier tronçon de la ligne à grande vitesse entre Porto et Lisbonne a été reportée de trois semaines (au 2 juillet) par Infraestruturas de Portugal pour raisons techniques. L'entreprise publique n'entend pas modifier les autres conditions de l'appel d'offres, notamment le prix, dont la valeur maximale d'attribution est de 2,14 Md€, bien qu'il soit considéré comme faible par les sociétés des différents consortiums qui évaluent leur participation. L'appel d'offres (partenariat public-privé (PPP)) pour le tronçon entre Oia et Soure, passant par Coimbra, sera quant à lui lancé le 15 juillet prochain.

La société de transports portugaise, Comboios de Portugal, finalise également la commande de 16 trains à grande vitesse (578 M€) qui rouleront à partir de 2030 entre Porto et Soure et qui permettra de réaliser le trajet entre Porto et Lisbonne en deux heures, soit pratiquement une heure de moins qu'actuellement.

Le tronçon de la ligne à grande vitesse entre Porto et Vigo se dotera également d'un sixième arrêt, à Ponta de Lima.

Tourisme

294 €/jour, c'est la **dépense quotidienne moyenne d'un touriste étranger** (transport, hébergement, restaurants, shopping, etc.) lors de son séjour à **Madrid** (janvier-avril 2024). Il s'agit du montant le plus élevé en Espagne : Catalogne 197 €/jour, Baléares 180 €/jour, Canaries 172 €/jour.

174 €/jour, c'est la **dépense moyenne journalière** par touriste étranger **en Espagne** au cours des 4 premiers mois de 2024

En Espagne, face à la tourismophobie, le gouvernement promeut un tourisme « de qualité » et « non de quantité ». Le ministre a rappelé qu'en 2023, les dépenses des touristes ont augmenté de 17% par rapport à 2022. Il préconise d'atténuer les effets de la surpopulation dans certaines zones et d'éviter le rejet social en favorisant la désaisonnalisation de l'activité, en allongeant les saisons et en diversifiant les destinations pour les touristes, en promouvant l'Espagne de l'intérieur par opposition au littoral. En 2023, le secteur du tourisme a battu de nombreux records. Il a représenté 12,8% du PIB (187 Md€ de chiffre d'affaires). Les dépenses touristiques ont atteint 108 Md€ et l'Espagne a accueilli 85 millions de touristes étrangers.

Entre janvier et avril 2024, près de **24 millions de touristes** internationaux sont arrivés en Espagne (**+ 14,45 %** par rapport aux 4 premiers mois de 2023) avec une dépense totale de **31,5 Md€ (+ 22,6 %)**. L'année 2024 devrait afficher un nouveau record de fréquentation.

Tourisme au Portugal : hausse du nombre de passagers dans les aéroports et hausse de la taxe touristique. Au premier trimestre 2024, les aéroports portugais ont accueilli 13,6 millions de passagers, en hausse de 5,9% par rapport au premier trimestre 2023. Sur le seul mois de mars, le nombre de passagers aériens a crû de 8,1% pour atteindre 5,3 millions de passagers (INE). Face à cet

afflux touristique postpandémie et avec l'objectif que le « tourisme doit contribuer davantage et mieux à la qualité de vie dans notre ville » (Carlos Moedas), la Mairie de Lisbonne a approuvé, mi-avril, une hausse de la taxe touristique pour les nuitées qui passera de 2 euros à 4 euros la nuit. La taxe touristique de Lisbonne en devient ainsi l'une des plus élevées d'Europe.

Logement

La loi espagnole sur le logement un an après : l'offre des locations tombe à un niveau historiquement bas et les prix battent des records. Le manque de sécurité juridique généré par la nouvelle loi sur le logement a conduit de nombreux propriétaires à préférer garder leurs maisons vides ou à les louer comme appartements touristiques (en dehors du champ d'application de la loi) plutôt que de les destiner à des locations longue durée. En Espagne, au cours de l'année 2023, l'offre de locations longue durée a diminué 15 %, contre une augmentation annuelle de 56 % des locations temporaires. Au total, les locations temporaires représentent 11 % du marché locatif espagnol (340 000 biens enregistrés). A Saint-Sébastien et à Barcelone, ce pourcentage atteint 30% du parc locatif. Enfin, l'année dernière, le prix de la location d'un bien immobilier en Espagne a augmenté de 10,1 % (soit en moyenne 12,1 €/m²). Barcelone est la capitale espagnole la plus chère en matière de location avec 20,5 €/m², suivie de Madrid (17,9 €/m²) et de Saint-Sébastien (16,8 €/m²).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Madrid, Service économique de Lisbonne
espagne@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Madrid et SE de Lisbonne :

Emmanuel Cros, Alvaro Espino, Sandra de Gregorio, Ugo Delmotte, Nicolas Séjour, Sara Garcia

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr